

ACCORD
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET LE GOUVERNEMENT DU SULTANAT D'OMAN
SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES
DES INVESTISSEMENTS

f

57

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Oman et omanais en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

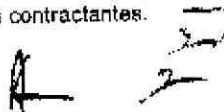
d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes,

étant entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.



3. Le terme de "société" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, y compris les investissements dans les services techniques et d'assistance, tels que bénéfices, redevances, plus-values, dividendes, honoraires ou intérêts.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus du réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Admission et encouragement des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 3

Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

A 27

ARTICLE 4

Traitements national et de la nation la plus favorisée

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés. Ce traitement n'est pas moins favorable que le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

ARTICLE 5

Dépossession

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6**Transferts**

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1. lettres d) et c) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7**Garantie des Investissements**

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8**Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante**

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

A 2

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

ARTICLE 9

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 10

Engagement particulier

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 11

Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un troisième membre, qui doit être ressortissant d'un Etat tiers et qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

A 2-3

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

ARTICLE 12

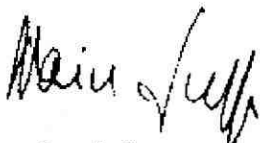
Entrée en vigueur et durée

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles ou légales requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

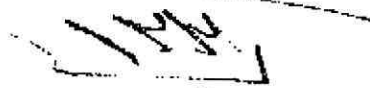
L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à _____ le _____
en deux originaux, chacun en langue
française et en langue arabe,
les deux textes faisant également foi.



Pour le Gouvernement
de la République Française



Pour le Gouvernement
du Sultanat d'Oman

GOVERNMENT
OF
THE SULTANATE OF OMAN



حكومة
سلطنة عمان

اتفاقية
بين حكومة سلطنة عمان وحكومة الجمهورية الفرنسية
بشان
التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

A 5



- ٢ -

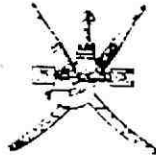
إن حكومة سلطنة عمان وحكومة الجمهورية الفرنسية (ويشار إليهما فيما بعد
بالطرفين المتعاقدين) ،
رغبة منهما في توطيد التعاون الإقتصادي بين الدولتين وخلق الظروف
الملائمة للإستثمارات الفرنسية في عمان والإستثمارات العمانية في فرنسا ،
وإعترافاً منهما بأن التشجيع والحماية المتبادلة لتلك الإستثمارات سيؤدي
إلى تشجيع إنتقال رؤوس الاموال والتكنولوجيا بين البلدين لمصلحة التنمية
الإقتصادية فيهما .
قد إتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

تعريفات

لاغراض تطبيق هذه الإتفاقية :-

- أ) كلمة (إستثمار) تعنى أى نوع من الاموال والحقوق والفوائد اياً ما كانت طبيعتها وبصفة خاصة ولكن ليس على سبيل الحصر :-
 - أ - الاموال المنقولة وغير المنقولة بالإضافة إلى أي حقوق عينية أخرى مثل الرهن والإمتياز والإنتفاع والكفالة والحقوق المماثلة .
 - ب - الأسهم وعلاوات الإصدار والأنواع الأخرى من المساهمة حتى لو كانت اقلية او غير مباشرة في الشركات المنشأة في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين .
 - ج - اللتزامات والديون والحقوق المتعلقة باقراض أي شئ تكون له قيمة إقتصادية .
 - د - حقوق المؤلف وحقوق الملكية الصناعية (مثل براءات الإختراع ، التراخيص ، العلامات التجارية ، والنماذج والتصميمات الصناعية) والعمليات الفنية والأسماء التجارية والشهرة التجارية .
 - هـ - الإمتيازات الممنوحة بقانون أو بناء على عقد وبصفة خاصة إمتيازات التنقيب وإستزراع وإستخراج وإستغلال الموارد الطبيعية بما فيها تلك الكائنة في المنطقة البحرية لكل من الطرفين المتعاقدين .
- ومن المقرر أن تكون هذه الإستثمارات قد تمت أو يجب ان تتم طبقاً لتشريع الطرف المتعاقد الذي تم الإستثمار على اقليمه أو في منطقتة البحرية سواء قبل او بعد تاريخ نفاذ هذه الاتفاقية .
- وأي تعديل في شكل الاستثمار المتعلق بالملكية لا يؤثر على وصفه كاستثمار بشرط ان لا يكون هذا التعديل مخالفاً لتشريع الطرف المتعاقد الذي تم الاستثمار على اقليمه أو في منطقتة البحرية



- ٣ -

٢) كلمة (مواطنين) تعنى الأشخاص الطبيعيين الذين يتمتعون بجنسية أى من الطرفين المتعاقدين .

٣) كلمة (شركة) تعنى أى شخص معنوي انشئ في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين طبقا لتشريعات هذا الطرف وأن يكون مقره الرئيسى في إقليم هذا الطرف أو أن يكون تحت سيطرة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين بشكل مباشر أو غير مباشر أو تحت سيطرة أشخاص معنويين يكون مقرهم الرئيسى في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين ويكون قد انشئ طبقا لتشريعات هذا الطرف .

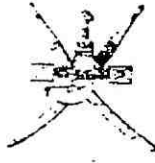
٤) كلمة (عائدات) تعنى جميع المبالغ الناتجة من الإستثمار بما في ذلك الإستثمارات في مجال الخدمات الفنية والمعونات مثل الأرباح والأتارات والزيادة في قيمة رأس المال وأرباح الأسهم والأتعاب والفوائد . وتتمتع عائدات الإستثمار، وعائدات اعادة الإستثمار - في حالة اعادة الإستثمار - بنفس الحماية التى يتمتع بها الإستثمار .

٥) تطبق هذه الإتفاقية على إقليم كل من الطرفين المتعاقدين بالإضافة إلى المنطقة البحرية لكل منهما والتي تعرف فيما يلي بالمنطقة الإقتصادية والجرف القارى الممتد خارج حدود المياه الإقليمية والذي يكون فيه للطرفين المتعاقدين طبقا للقانون الدولي حقوق السيادة والولاية فيما يتعلق بالتنقيب والإستغلال والحماية للموارد الطبيعية .

المادة الثانية

قبول وتشجيع الإستثمارات

يقبل كل من الطرفين المتعاقدين ويشجع في إقليمه وفي منطقته البحرية الإستثمارات التى ينفذها مواطنو وشركات الطرف الأخر وذلك في حدود تشريعات ذلك الطرف وأحكام هذه الإتفاقية .



- ٤ -

المادة الثالثة

المعاملة المنصفة والعادلة

يتعهد كل من الطرفين المتعاقدين بأن يضمن في إقليمه ومنطقته البحرية ، معاملة منصفة وعادلة طبقاً لمبادئ القانون الدولي للإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات الطرف الآخر ، وأن لا يعمل ما من شأنه الحيلولة دون ممارسة هذا الحق المقرر سواء في الواقع او بمقتضى قانون وبصفة خاصة وليس على سبيل الحصر يعتبر حائلاً للتمتع بالمعاملة العادلة والمنصفة في الواقع او بمقتضى قانون كل قيد على شراء أو نقل المواد الخام والمواد المساعدة والطاقة والوقود بالإضافة الى وسائل الإنتاج والاستغلال من جميع الأنواع وكل حائل لبيع أو نقل المنتجات داخل الدولة أو الى الخارج وكذلك اية إجراءات أخرى يكون لها أثر مماثل.

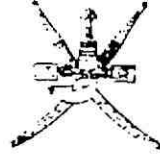
ويفحص الطرفان المتعاقدان بحسن نية وفي اطار تشريعاتهما الداخلية طلبات الدخول وتصاريح الإقامة واذون العمل والتنقل التي يتقدم بها مواطنو احد الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بالإستثمار الذي ينفذ في إقليم الطرف المتعاقد الآخر او في منطقته البحرية .

المادة الرابعة

المعاملة الوطنية ومعاملة الدولة الاولى بالرعاية

يطبق كل طرف متعاقد في إقليمه ومنطقته البحرية على مواطني او شركات الطرف الآخر فيما يتعلق باستثماراتهم وانشطتهم المرتبطة بهذه الاستثمارات معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمواطنيه وشركاته . ولا يجب ان تقل هذه المعاملة في الأفضلية عن المعاملة الممنوحة لمواطني وشركات الدولة الاولى بالرعاية . وفي هذا الخصوص يستفيد المواطنون المصرح لهم بالعمل في إقليم احد الطرفين المتعاقدين وفي منطقته البحرية بالتسهيلات المادية التي تتناسب مع ممارسة انشطتهم المهنية .

وبالرغم من ذلك لا تمتد هذه المعاملة إلى الامتيازات التي يمنحها أحد الطرفين المتعاقدين لمواطني أو شركات دولة أخرى نتيجة اشتراكها أو إنضمامها لمنطقة تجارة حرة أو إتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو أى شكل آخر من المنظمات الاقتصادية الإقليمية .



- ٥ -

المادة الخامسة

نزح الملكية

١) تتمتع الإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ومنطقته البحرية بالحماية الكاملة والشاملة.

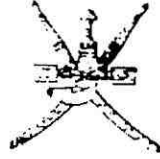
٢) لا يجوز للطرفين المتعاقدين إتخاذ أية إجراءات للمصادرة أو التأميم أو أية اجراءات اخرى يكون لها نفس اثر نزح الملكية سواء بطريق مباشر أو غير مباشر فيما يتعلق بالاستثمارات الخاصة بمواطني الطرف الاخر وشركاته على اقليميهما او في منطقتيهما البحرية إلا في الحالات التي يتم فيها نزح الملكية للمنفعة العامة وبشرط أن لا تؤدي هذه الإجراءات إلى التمييز أو تكون متعارضة مع تعهد محدد .

ويجب أن يؤدي عن اية اجراءات قد تتخذ لنزع الملكية تعويض فوري ومناسب يحسب مقداره على أساس القيمة الحقيقية للإستثمارات المعنية وأن يقدر بالنسبة للوضع الإقتصادي العادي السائد قبل إتخاذ اجراء نزع الملكية .

ويكون تحديد التعويض ومقداره وشروط السداد في موعد لا يتجاوز تاريخ نزع الملكية . ويجب أن يكون هذا التعويض قابلاً للتنفيذ وأن يدفع بدون تأخير وأن تكون له حرية التحويل . ويستحق على التعويض حتى تاريخ سداه فائدة تحسب وفقاً لسعر الفائدة السائد بالسوق .

٣) ان مواطني وشركات اي من الطرفين المتعاقدين الذين تتعرض استثماراتهم للخسائر نتيجة للحرب أو أى نزاع مسلح ، ثورة ، إعلان حالة الطوارئ على المستوى الوطني أو تمرد ينشأ في إقليم الطرف المتعاقد الآخر او في منطقته البحرية يتمتعون من قبل هذا الطرف الاخير بمعاملة لا تقل إفضلية عن المعاملة التي يمنحها هذا الطرف لمواطنيه وشركاته أو لمواطني وشركات الدولة الأولى بالرعاية .





- ٦ -

المادة السادسة

التحويلات

على الطرف المتعاقد - الذي تتم في إقليمه أو في منطقتيه البحرية الإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات الطرف المتعاقد الآخر - أن يسمح لهؤلاء المواطنين وتلك الشركات بحرية تحويل :-

أ - الفوائد وأرباح الأسهم والأرباح وغيرها من العائدات الجارية .
ب - الإتاوات الناتجة من الحقوق المعنوية المحددة في الفقرتين ١ (د) و ١ (هـ) من المادة (١) .

ج - المبالغ المخصصة لسداد القروض التي تم التعاقد عليها بشكل صحيح .
د - نتاج التصرف أو التصفية الكلية أو الجزئية للاستثمار بما في ذلك الزيادة في قيمة رأس المال المستثمر .
هـ - التعويض عن نزع الملكية أو الخسارة المنصوص عليها في الفقرتين (٢ و٣) من المادة (٥) السابقة .

كما يسمح لمواطني كل من الطرفين المتعاقدين - المصرح لهم بالعمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقتيه البحرية فيما يتعلق باستثمار مصرح به - بتحويل جزء مناسب من مكافآتهم إلى دولهم الأصلية .
وتنفذ التحويلات المشار إليها في الفقرات السابقة بدون تأخير وبسعر الصرف الرسمي السائد في تاريخ التحويل .

المادة السابعة

ضمان الإستثمارات

إذا كانت لوائح أحد الطرفين المتعاقدين تنص على ضمان للإستثمارات التي تتم بالخارج فإنه يجوز في كل حالة على حدة منح هذا الضمان للإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات ذلك الطرف على إقليم الطرف الآخر أو في منطقتيه البحرية .

ولا يجوز أن تحصل إستثمارات مواطني وشركات أحد الطرفين المتعاقدين على إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقتيه البحرية على الضمان المشار إليه في الفقرة السابقة إلا إذا تم الاتفاق عليه مسبقاً مع هذا الطرف الأخير

١٥



- ٧ -

المادة الثامنة

تسوية المنازعات بين مستثمر وطرف متعاقد

أى نزاع بشأن الإستثمارات ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين وبين مواطن أو شركة من الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته وديا بين الطرفين المعنيين .
فإذا لم تتم تسوية هذا النزاع خلال فترة ستة أشهر من تاريخ اثارته من قبل اي من طرفي النزاع ، يحال النزاع بناء على طلب أى من هذين الطرفين إلى التحكيم بواسطة المركز الدولي لتسوية منازعات الإستثمار الذي تم إنشاؤه بموجب إتفاقية تسوية المنازعات المتعلقة بالإستثمارات التي تنشأ بين الدول ومواطني الدول الأخرى والتي تم التوقيع عليها في واشنطن بتاريخ ١٨ مارس ١٩٦٥ م .

المادة التاسعة

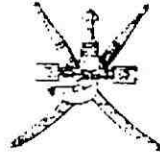
الحلول

إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين بناء على الضمان الممنوح لأي استثمار منفذ في إقليم الطرف الآخر أو في منطقتيه البحرية بأداء مدفوعات الى اي من مواطنيه أو احدى شركاته فإنه يكون لذلك الطرف تبعاً لذلك الحلول محل هذا المواطن أو تلك الشركة في حقوقها وإجراءاتها .
ويجب أن لا تؤثر هذه المدفوعات على حقوق المستفيد من الضمان في اللجوء إلى المركز الدولي لتسوية منازعات الإستثمار أو أن يستمر في الإجراءات المقدمة للمركز حتى إنتهائها .

المادة العاشرة

التعهد الخاص

مع عدم الإخلال باحكام هذه الإتفاقية فإن الإستثمارات التي كانت موضوعاً لتعهد خاص من قبل احد الطرفين المتعاقدين ، فيما يتعلق بمواطني وشركات الطرف المتعاقد الآخر ، تخضع لشروط ذلك التعهد بالقدر الذي تكون فيه احكامه



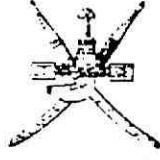
- ٨ -

المادة الحادية عشرة

تسوية المنازعات بين الطرفين المتعاقدين

- (١) تتم تسوية المنازعات المتعلقة بتفسير أو تطبيق هذه الإتفاقية عن الطريق الدبلوماسي إذا ما كان ذلك ممكنا .
- (٢) إذا لم تتم تسوية النزاع خلال فترة ستة أشهر من تاريخ إثارته من قبل أي من الطرفين المتعاقدين ، يحال النزاع بناء على طلب أي منهما إلى هيئة التحكيم .
- (٣) يتم تشكيل هيئة التحكيم المذكورة في كل حالة على حدة على النحو التالي :-
يقوم كل طرف متعاقد باختيار عضو ويقوم هذان العضوان بالاتفاق المشترك بينهما باختيار عضو ثالث من مواطني دولة أخرى ليتم تعيينه رئيسا للهيئة من قبل الطرفين المتعاقدين . ويجب أن يتم تعيين جميع الأعضاء خلال شهرين من تاريخ قيام أحد الطرفين المتعاقدين بإخطار الطرف المتعاقد الآخر بنيته في إحالة النزاع للتحكيم .
- (٤) إذا لم تراخ المواعيد المحددة في الفقرة (٣) السابقة يقوم أي من الطرفين المتعاقدين في حالة عدم وجود أي اتفاق آخر بدعوة الأمين العام لمنظمة الأمم المتحدة لإجراء التعيينات اللازمة . وإذا كسان السكرتير العام من مواطني أي طرف متعاقد أو إذا قام لأي سبب أخسر مانع بحول دون مباشرته هذه المهمة يقوم اقدم الامناء العامين المساعدين ممن لا يتمتع بجنسية أي طرف متعاقد بإجراء التعيينات اللازمة .
- (٥) تصدر هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات وتكون هذه القرارات نهائية وملزمة قانونا للطرفين المتعاقدين .
تقوم هيئة التحكيم بتحديد إجراءاتها وتولى تفسير الحكم بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين . ويتحمل الطرفان المتعاقدان مصروفات التحكيم بما فيها أتعاب الحكيم مناصفة فيما بينهما ما لم تقرر هيئة التحكيم غير ذلك لظروف خاصة

A



- ٩ -

المادة الثانية عشرة

بدء العمل بالإتفاقية ومدتها

يقوم كل طرف بإخطار الطرف الآخر باستكمال الإجراءات الدستورية أو القانونية المطلوبة لوضع هذه الإتفاقية موضع التنفيذ وتسرى بعد شهر من تاريخ تسلم الاخطار الاخير .
تسرى هذه الإتفاقية لفترة اولية مدتها عشر سنوات وتظل سارية المفعول بعد ذلك إلا إذا قام أحد الطرفين باخطار الآخر كتابة بالإنتهاء بالطريق الدبلوماسي قبل عام واحد .
في حالة إنتهاء فترة سريان هذه الإتفاقية تستمر الإستثمارات التي نفذت أثناء سريانها في التمتع بالحماية التي تقرها أحكامها لفترة تكميلية مدتها عشرون عاما .

حررت في بتاريخ / / ١٩٩٩م من نسختين أصليتين كل منهما باللغة العربية واللغة الفرنسية ولكل من النسخين حجية قانونية متساوية .

عن

حكومة الجمهورية الفرنسية

عن

حكومة سلطنة عمان